ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 21 novembre 1964, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant les modalités d'exécution des fusions de communes quant à la carrière administrative des agents communaux et assimilés", a donné le 14 décembre 1964 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 21e november 1964 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de modaliteiten van uitvoering van de samenvoegingen van gemeenten wat de administratieve loopbaan van het gemeentepersoneel en van het daarmede gelijkgesteld personeel betreft", heeft de 14e december 1964 het volgend advies gegeven :

Il ressort du préambule du projet que l'arrêté royal réglera, en vertu de l'article 95 de la loi du 14 février 1961 dite loi unique, le sort des agents des communes et des commissions d'assistance publique qui ont été fusionnées par les 38 arrêtés de fusion que les lois des 2 et 6 juillet 1964 ont ratifiés (avec 4 arrêtés de simples rectifications de limites).

Si l'on peut admettre qu'en application de l'article 95 précité, qui charge le Roi de fixer "dans chaque cas, les modalités d'exécution des fusions ou des adaptations territoriales", le Gouvernement prenne des mesures générales pour régler les situations semblables qui se présentent dans plusieurs communes nées de fusions, il serait contraire à la lettre et à l'esprit de la loi de réglementer pour toutes les fusions, réalisées et à venir. Il importe donc que l'intitulé de l'arrêté en projet se réfère aux lois des 2 et 6 juillet 1964, qui sont d'ailleurs visées au préambule.

Rien n'empêchera le Gouvernement, s'il le juge opportun, d'étendre cet arrêté aux fusions réalisées ultérieurement; mais il devra le faire par un arrêté nouveau, postérieur aux fusions en cause.

\+

\+ \+

Au préambule, les deux premiers considérants ne font que paraphraser l'article 95 de la loi unique et décrire la conséquence essentielle des fusions de communes actuellement réalisées; ils peuvent être omis, de même que l'alinéa 6, qui vise l'article 84 de la loi communale, étranger au fondement du projet.

.../...

En raison des articles 3 et 7, l'arrêté en projet doit être proposé, exécuté et contresigné non seulement par les deux Ministres désignés par le projet, mais encore par le Ministre de la Justice et par le Ministre de l'Education nationale et de la Culture.

\+

\+ +

Puisque l'article 2 fait allusion à une approbation du statut pécuniaire des agents de la nouvelle commune, l'article ler devrait expressément imposer au conseil communal l'obligation de faire approuver ce statut. Il devrait, en outre, indiquer l'autorité chargée de cette approbation, étant donné que la loi du 27 juillet 1961 ne concerne pas le cas des communes nouvelles nées de fusions réalisées en exécution de la loi du 14 février 1961.

\+

\+ +

L'expression : "les emplois prévus par la loi" utilisée à l'article 2 est vague et ambiguë. Selon les fonctionnaires délégués, il s'agit , d'une part, des fonctions, nécessairement uniques, de secrétaire communal et de receveur communal local; d'autre part, de toutes les fonctions de commissaire de police (mais non de commissaire adjoint) et de garde champêtre qui existaient dans les communes fusionnées. Au lieu de prévoir que les

titulaires des fonctions du second groupe sont "désignés" à titre provisoire, il serait plus exact de disposer que les titulaires de ces fonctions dans les communes fusionnées sont "maintenus" dans la nouvelle commune, sous réserve de l'article 3 (c'est-à-dire avec leur ancienne compétence territoriale). En conséquence, on peut considérer que la seconde partie de la phrase de l'article 2 concerne également les commissaires de police et les gardes champêtres, ce qui permet de remplacer, dans la première partie de la phrase , l'expression critiquée par les mots : "les fonctions de secrétaire et de receveur local".

Il importe de préciser, conformément aux intentions du Gouvernement, que les titulaires provisoires de ces deux fonctions dans la nouvelle commune sont désignés respectivement parmi les titulaires correspondants des communes fusionnées. Afin d'éviter des retards préjudiciables, il y a lieu de prévoir aussi que ces titulaires seront désignés dès la première séance du conseil communal.

Enfin, l'article 2 doit être complété pour que les autres agents soient maintenus, non seulement dans leur statut, mais aussi dans leurs fonctions; à l'exception toutefois des secrétaires et receveurs non désignés pour exercer leurs fonctions dans la nouvelle commune, qui ne sauraient être maintenus que dans leur statut.

\+

\+ \+

.../...

Il est indispensable d'ajouter à l'article 3 un second alinéa, qui rendra compétent pour les parties de communes qui ont contribué à former la nouvelle commune avec des communes entières, un ou plusieurs des commissaires de police et gardes champêtres de ces dernières. A cet effet, le texte suivant est suggéré :

"La compétence de ces titulaires est étendue d'office aux parties de communes incorporées à la nouvelle commune et limitrophes de leur territoire".

La concurrence éventuelle de compétence de plusieurs commissaires ou de gardes champêtres ne présente aucune difficulté.

\+

\+ \+

La priorité prévue à l'article 4, § 1er, est absolue, en ce sens qu'elle tient en échec les priorités établies par les lois coordonnées des 3 août 1919 et 27 mai 1947, lorsqu'il s'agit d'emplois de début.

Les expressions: "Le conseil communal pourvoit librement à la nomination aux emplois de secrétaire communal et de receveur communal local" (§ 2, a) et

.../...

"Le commissaire de police est nommé sur une liste de présentation comprenant par priorité les commissaires de police des communes fusionnées" sont trop absolues. Il faudrait d'ailleurs préciser (au b et au c) qu'il s'agit des listes de présentation ordinaires prévues aux articles 123 et 129 de la loi communale.

\+

\+ +

Par souci de concordance, il y a lieu d'employer à l'article 5, alinéas 1er et 2, la même formule : "aptitudes et compétences" qu'à l'article 4.

Aux mêmes alinéas, il importe de préciser que l'agent est réputé démissionnaire en cas de refus injustifié d'un emploi en rapport avec ses aptitudes et compétences.

Si, à l'instar des lois antérieures, le Gouvernement entendait maintenir aussi aux agents intéressés, et en particulier aux secrétaires communaux, le bénéfice d'une limite d'âge supérieure à soixante-cinq ans qui leur serait reconnue par leur ancien statut, l'article 6 devrait être modifié en conséquence.

\+

\+ +

.../...

Selon les intentions du Gouvernement, l'article 7 tend à éviter toute modification précipitée dans l'enseignement communal à l'occasion de la fusion. Il en résulte que la portée de cette disposition doit être expressément limitée, d'une part, aux membres du personnel enseignant et, d'autre part, à la durée de l'année scolaire en cours au moment de l'entrée en vigueur de la fusion.

\+

\+ +

Le fait qu'un emploi est accessoire pour celui qui l'exerce, est une considération subjective qui n'a pas d'incidence sur la nature de la fonction et qui ne saurait entrer en ligne de compte pour l'élaboration des cadres. Il importe donc d'omettre les mots "et les emplois accessoires" à l'article 8, alinéa 1er.

\+

\+ +

Il y a lieu de préciser, à l'article 9, que cette disposition ne s'applique qu'aux agents temporaires affectés à des emplois permanents.

\+

\+ +

Le nouveau texte proposé ci-après tient compte de toutes ces observations et contient , en outre, des modifications de pure forme, qui ne nécessitent aucun commentaire.

.../...

ARRETE ROYAL FIXANT, EN CE QUI CONCERNE LA SITUATION DES AGENTS DES COMMUNES ET DES COMMISSIONS D'ASSISTANCE PUBLIQUE, LES MODALITES D'EXECUTION DES FUSIONS DE COMMUNES RATIFIEES PAR LES LOIS DES 2 ET 6 JUILLET 1964.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, notamment l'article 95;

Vu la loi du 2 juillet 1964 portant ratification d'arrêtés royaux pris en exécution des articles 91 et 92 de la loi du 14 février 1961 précitée;

Vu la loi du 6 juillet 1964 portant ratification d'une deuxième série d'arrêtés royaux pris en exécution des articles précités;

Considérant que le personnel des communes fusionnées se trouvera dépourvu de tout statut dès l'installation du conseil de la nouvelle commune et qu'il importe d'assurer la continuité des services et autant que possible le respect de la situation des agents en cause;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de ... (voir observation)...,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

.../...

Article 1er.-

Dans les trois mois de son installation, le conseil communal de la commune issue de la fusion de deux ou plusieurs communes établit le statut administratif et pécuniaire du personnel et fixe le cadre des emplois en rapport avec les besoins des services communaux. Il soumet le statut pécuniaire à l'approbation du ...

Aucune condition d'âge ou de diplôme n'est imposée aux titulaires définitifs d'une fonction exercée dans les communes fusionnées, pour leur nomination à une fonction correspondante dans la nouvelle commune.

Article 2.-

Dès sa première séance le conseil communal désigne, à titre provisoire, parmi les anciens titulaires des fonctions de secrétaire et de receveur local, les personnes chargées d'exercer respectivement ces fonctions dans la nouvelle commune.

Les autres secrétaires et receveurs locaux sont maintenus dans leur statut acquis avant la fusion.

Tous les autres agents communaux sont maintenus dans l'exercice de leurs fonctions et dans leur statut antérieur, sans préjudice de l'article 3.

.../...

Article 3.-

Aussi longtemps qu'il n'a pas été procédé à des nominations de commissaire de police et de garde champêtre de la nouvelle commune, les titulaires des fonctions de commissaire de police et de garde champêtre des communes fusionnées, gardent, avec leur statut administratif et pécuniaire, leur compétence territoriale respective (voir observation).

Article 4.-

§ 1er. Sauf pour les fonctions de secrétaire communal et de receveur communal local, les agents définitifs des communes fusionnées sont nommés par priorité aux emplois du cadre de la nouvelle commune qui correspondent aux aptitudes et compétences requises pour l'emploi qu'ils occupaient avant la fusion.

Les agents ainsi nommés gardent, à titre personnel, le bénéfice du statut pécuniaire plus favorable dont ils jouissaient avant la fusion.

§ 2. En ce qui concerne les nominations aux fonctions de commissaire de police et de garde champêtre de la nouvelle commune, les listes de présentation prévues aux articles 123 et 129 de la loi communale comprennent, par priorité, respectivement, des commissaires de police des communes fusionnées et des gardes champêtres qui ont exercé leurs fonctions à temps plein dans ces communes.

.../...

Article 5.-

A défaut de nomination dans la nouvelle commune, les membres du personnel des communes fusionnées sont placés hors cadre et leurs prestations sont fixées par référence à leurs obligations administratives antérieures à la fusion, avec bénéfice du statut pécuniaire y afférent. Lors des premières vacances d'emplois en rapport avec leurs aptitudes et compétences, ils sont nommés à des fonctions prévues au cadre. En cas de refus injustifié, ils sont réputés démissionnaires.

Toutefois, l'autorité investie du pouvoir de nomination a la faculté de placer en instance de réaffectation, préalable à la mise en disponibilité par défaut d'emploi, les agents hors cadre qui sont âgés d'au moins soixante ans. Dans ce cas ils sont rappelés en service aux premières vacances d'emplois en rapport avec leurs aptitudes et compétences. En cas de refus injustifié, ils sont réputés démissionnaires.

Les positions administratives d'instance de réaffectation et de disponibilité par défaut d'emploi sont réglées conformément aux dispositions applicables au personnel des Ministères.

Article 6.-

Les agents définitifs des communes fusionnées sont mis à la retraite à l'âge de soixante-cinq ans révolus, à moins qu'une limite d'âge inférieure ne résulte de leur statut antérieur (voir observation).

.../...

Article 7.-

Les membres du personnel enseignant des établissements d'enseignement communal des communes fusionnées sont maintenus en fonctions avec bénéfice de leur statut pécuniaire, à tout le moins jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours au moment de l'installation du conseil communal de la nouvelle commune.

Article 8.-

Les emplois à prestations réduites exercés par les agents des communes fusionnées ne sont maintenus au cadre de la nouvelle commune que s'ils répondent à des nécessités permanentes de service.

Si ces emplois sont supprimés, les titulaires, qui ne peuvent être nommés à un autre emploi d'importance au moins égale, sont placés en instance de réaffectation, préalable à la mise en disponibilité par défaut d'emploi, conformément aux dispositions applicables au personnel des Ministères.

Article 9.-

Les autorités communales de la nouvelle commune maintiennent en service les agents temporaires qui occupaient des emplois permanents et les affectent à des fonctions en rapport avec leurs aptitudes et compétences jusqu'à l'âge de la mise à la retraite.

.../...

Article 10.-

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux commissions d'assistance publique des communes fusionnées et aux membres de leur personnel.

Article 11.-

Notre Ministre ...

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre ...

Le Ministre ...

Le Ministre ...

Le Ministre ...

Blijkens zijn aanhef bedoelt het ontwerp-koninklijk besluit, op grond van artikel 95 van de "eenheidswet" van 14 februari 1961, de toestand te regelen van de ambtenaren van de gemeenten en commissies van openbare onderstand die zijn samengevoegd door de 38 samenvoegingsbesluiten, welke de wetten van 2 en 6 juli 1964 hebben bekrachtigd (met nog vier besluiten die alleen maar grenzen wijzigen).

Wel kan worden aangenomen dat de Regering op grond van genoemd artikel 95, hetwelk de Koning gelast, "voor ieder geval, de modaliteiten van uitvoering van de samenvoegingen of de gebiedsaanpassingen te bepalen", algemene maatregelen vaststelt voor het regelen van gelijksoortige toestanden die zich in verscheidene door samenvoeging ontstane gemeenten voordoen, maar het zou in strijd zijn met de letter en de geest van de wet, verordeningen vast te stellen voor alle reeds uitgevoerde of nog uit te voeren samenvoegingen. Het opschrift van het ontwerp-besluit moet derhalve verwijzen naar de wetten van 2 en 6 juli 1964, zoals de aanhef doet.

Niets verhindert echter de Regering, indien zij het dienstig acht, dat besluit toepassing te doen vinden op later uitgevoerde samenvoegingen; maar dan moet zij dat doen met een nieuw besluit, nadat zulke samenvoegingen tot stand zijn gekomen.

\+

\+ \+

.../...

In de aanhef zijn de eerste twee consideransen slechts een omschrijving van artikel 95 van de eenheidswet en van het voornaamste gevolg van de thans uitgevoerde samenvoegingen van gemeenten ; zij kunnen vervallen, evengoed als het zesde lid, dat verwijst naar artikel 84 van de gemeentewet, waar het ontwerp geen rechtsgrond aan ontleent.

Ter wille van de artikelen 3 en 7, moet het ontwerp-besluit voorgedragen, uitgevoerd en medeondertekend worden, niet alleen door beide in het ontwerp aangewezen Ministers, maar ook door de Minister van Justitie en de Minister van Nationale Opvoeding en Cultuur.

\+

\+ \+

Vermits artikel 2 gewag maakt van het goedkeuren van de bezoldigingsregeling van het personeel der nieuwe gemeente, zou artikel 1 aan de gemeenteraad uitdrukkelijk de verplichting moeten opleggen om die bezoldigingsregeling te doen goedkeuren. Bovendien zou het moeten zeggen welke overheid met die goedkeuring belast is, aangezien de wet van 27 juli 1961 niet geldt voor nieuwe gemeenten die ontstaan zijn uit samenvoegingen ter uitvoering van de wet van 14 februari 1961.

\+

\+ \+

De woorden "de bij de wet bepaalde betrekkingen", in artikel 2, zijn vaag en dubbelzinnig. Volgens de gemachtigde ambtenaren worden hier bedoeld enerzijds de noodzakelijk alleenstaande ambten van gemeentesecretaris en

.../...

plaatselijk gemeenteontvanger en, anderzijds, alle ambten van politiecommissaris (maar niet van adjunct-commissaris) en van veldwachter, die in de samengevoegde gemeenten bestonden. In plaats van te zeggen dat de titularissen van ambten van de tweede groep voorlopig worden "aangewezen", zou juister kunnen worden bepaald dat de titularissen van die ambten in de samengevoegde gemeenten, in de nieuwe gemeente worden "gehandhaafd" onder voorbehoud van artikel 3 (dit is met hun vroegere territoriale bevoegdheid). Derhalve kan het tweede deel van de volzin van artikel 2 worden geacht mede te slaan op de politiecommissarissen en de veldwachters, waardoor dan in het eerste deel van de volzin de betwiste woorden kunnen worden vervangen door : "het ambt van secretaris en dat van plaatselijk ontvanger".

Overeenkomstig de bedoelingen van de Regering moet worden geprociseerd dat de voorlopige titularissen van beide genoemde ambten in de nieuwe gemeente onderscheidenlijk worden aangewezen uit de overeenkomstige titularissen van de samengevoegde gemeenten. Om hinderlijke vertragingen te voorkomen, moet ook worden bepaald dat die titularissen reeds op de eerste vergadering van de gemeenteraad moeten worden aangewezen.

Ten slotte moet artikel 2 worden aangevuld opdat de overige ambtenaren niet alleen in hun statuut maar ook in hun ambt worden gehandhaafd; met uitzondering echter voor de secretarissen en ontvangers die niet worden aangewezen om hun ambt in de nieuwe gemeente uit te oefenen en alleen in hun statuut kunnen worden gehandhaafd.

\+

\+ \+

.../...

Het is volstrekt nodig aan artikel 3 een tweede lid toe te voegen, dat voor de gedeelten van gemeenten die samen met gehele gemeenten de nieuwe gemeente hebben gevormd, bevoegdheid zou verlenen aan een of meer politiecommissarissen en veldwachters uit die gehele gemeenten. De Raad van State stelt de volgende tekst voor :

"De bevoegdheid van die titularissen wordt ambtshalve uitgebreid tot de gedeelten van gemeenten die bij de nieuwe gemeente zijn ingelijfd en aan hun gebied grenzen".

Dat eventueel verschillende commissarissen of veldwachters samen bevoegd zijn, levert geen moeilijkheid op.

+

+ +

De in artikel 4, § 1, bedoelde voorrang is een volstrekte voorrang, in die zin dat hij gaat boven de voorrang van de gecoördineerde wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947, als het om aanvangsbetrekkingen gaat.

Zeggen dat "de gemeenteraad vrij is bij de benoeming in de betrekkingen van gemeentesecretaris en van plaatselijk gemeenteontvanger" (§ 2, a) en dat "de politiecommissaris wordt benoemd uit een voordrachtslijst waarin bij voorrang de politiecommissarissen der samengevoegde gemeenten zijn opgenomen", is te absoluut. Trouwens zou (onder b en c) nader moeten worden bepaald, dat het gaat om de gewone voordrachtslijsten bedoeld in de artikelen 123 en 129 van de gemeentewet.

+

+ +

.../...

Ter wille van de overeenstemming gebruike men in artikel 5, eerste en tweede lid, dezelfde formule als in artikel 4, namelijk : "geschiktheid en bekwaamheid".

In dezelfde alinea's moet worden bepaald dat de ambtenaar wordt geacht ontslag te nemen, als hij zonder reden een ambt weigert dat met zijn geschiktheid en bekwaamheid overeenstemt.

Mocht de Regering, naar het voorbeeld van vroegere wetten, de betrokken ambtenaren, vooral de gemeentesecretarissen, ook het genot willen laten van een grensleeftijd boven vijfenzestig jaar, zoals in hun oud statuut, dan zou artikel 6 dienovereenkomstig moeten worden gewijzigd.

\+

\+ +

Met artikel 7 wil de Regering iedere voorbarige wijziging in het gemeenteonderwijs als gevolg van de samenvoeging vermijden. Dit brengt mede dat de strekking van die bepaling uitdrukkelijk moet worden beperkt, enerzijds tot de leden van het onderwijzend personeel en anderzijds tot de duur van het schooljaar dat aan de gang is als de samenvoeging van kracht wordt.

\+

\+ +

.../...

Dat een betrekking voor hem die e uitoefent bijkomstig is, is een subjectieve overweging die geen terugslag heeft op de aard van het ambt en waarmede geen rekening kan worden gehouden voor het uitwerken van de kaders. In artikel 8, eerste lid, zouden de woorden "en de bijkomende betrekkingen" dan ook moeten vervallen.

\+
\+ +

In artikel 9 moet nader worden bepaald dat die voorziening alleen geldt voor tijdelijken die voor vaste betrekkingen zijn aangewezen.

\+
\+ +

De hierna voorgestelde nieuwe tekst houdt met al deze opmerkingen rekening en bevat bovendien wijzigingen die alleen de vorm betreffen en geen commentaar behoeven.

KONINKLIJK BESLUIT TOT VASTSTELLING, WAT DE TOESTAND VAN DE AMBTENAREN VAN DE GEMEENTEN EN VAN DE COMMISSIES VAN OPENBARE ONDERSTAND BETREFT, VAN DE REGELEN TOT UITVOERING VAN DE SAMENVOEGINGEN VAN GEMEENTEN, BEKRACHTIGD BIJ DE WETTEN VAN 2 EN 6 JULI 1964.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, inzonderheid op artikel 95 ;

.../...

Gelet op de wet van 2 juli 1964 tot bekrachtiging van koninklijke besluiten genomen in uitvoering van de artikelen 91 en 92 van genoemde wet van 14 februari 1961 ;

Gelet op de wet van 6 juli 1964 tot bekrachtiging van een tweede reeks koninklijke besluiten genomen in uitvoering van genoemde artikelen ;

Overwegende dat het personeel van de samengevoegde gemeenten geen statuut meer zal hebben zodra de raad van de nieuwe gemeente zal zijn geïnstalleerd, en dat de continuïteit van de diensten verzekerd en de toestand van het betrokken personeel zoveel mogelijk gehandhaafd moet worden ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van ... (zie opmerking) ...,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

De raad van de gemeente, ontstaan door samenvoeging van twee of meer gemeenten, bepaalt binnen drie maanden na zijn installatie het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het personeel en stelt het kader der betrekkingen vast in verhouding tot de behoeften der gemeentediensten. Hij legt de bezoldigingsregeling ter goedkeuring voor aan ...

Voor de vaste titularissen van een in de samengevoegde gemeenten uitgeoefend ambt wordt met het oog op hun benoeming tot een overeenkomstig ambt bij de nieuwe gemeente geen leeftijds- of diplomaëis gesteld.

.../...

Artikel 2.-

In zijn eerste vergadering al, wijst de gemeenteraad voorlopig uit de vroegere titularissen van het ambt van secretaris en van plaatselijke ontvanger, degenen aan die ermede belast worden het desbetreffende ambt in de nieuwe gemeente uit te oefenen.

De overige secretarissen en plaatselijke ontvangers behouden hun vóór de samenvoeging verkregen rechtspositie.

Alle overige gemeenteambtenaren behouden hun vroeger ambt en hun vroegere rechtspositie, onverminderd artikel 3.

Artikel 3.-

Zolang voor de nieuwe gemeente geen politiecommissaris en veldwachter benoemd zijn, behouden de titularissen van het ambt van politiecommissaris en van het ambt van veldwachter van de samengevoegde gemeenten, met hun administratief statuut en hun bezoldigingsregeling, ook hun onderscheiden territoriale bevoegdheid (zie opmerking).

Artikel 4.-

§ 1. Behalve voor het ambt van gemeentesecretaris en dat van plaatselijk gemeenteontvanger, worden de vastbenoemde ambtenaren van de samengevoegde gemeenten bij voorrang benoemd in de betrekkingen van het kader van de nieuwe gemeente, welke overeenkomen met de geschiktheid en bekwaamheid die vereist waren voor de betrekking welke zij vóór de samenvoeging bekleedden.

De op die wijze benoemde ambtenaren behouden, voor zich persoonlijk, het voordeel van de gunstigere bezoldigingsregeling die vóór de samenvoeging op hen van toepassing was.

§ 2. Voor de benoemingen tot politiecommissaris en veldwachter van de nieuwe gemeente, vermelden de in de artikelen 123 en 129 van de gemeentewet voorgeschreven voordrachtlijsten bij voorrang onderscheidenlijk de politiecommissarissen van de samengevoegde gemeenten en de veldwachters die in genoemde gemeenten hun ambt met volledige prestaties hebben uitgeoefend.

.../...

Artikel 5.-

Bij gemis van benoeming in de nieuwe gemeente, worden de ambtenaren van de samengevoegde gemeenten buiten kader geplaatst en worden hun prestaties vastgesteld naar de aard van hun administratieve taak vóór de samenvoeging, met behoud van de daaraan verbonden bezoldigingsregeling. Als de eerste met hun geschiktheid en bekwaamheid overeenkomende betrekkingen vrijkomen, worden zij tot in het kader opgenomen betrekkingen benoemd. In geval van ongewettigde weigering, worden zij geacht ontslag te nemen.

De benoemende overheid kan ambtenaren buiten kader die ten minste zestig jaar oud zijn, in instantie van wedertewerkstelling plaatsen alvorens ze wegens ontstentenis van betrekking in disponibiliteit te plaatsen. In dat geval worden zij weder in dienst geroepen zodra betrekkingen die met hun geschiktheid en bekwaamheid overeenkomen, vacant worden. In geval van ongewettigde weigering, worden zij geacht ontslag te nemen.

De administratieve standen, instantie van wedertewerkstelling en disponibiliteit wegens ontstentenis van betrekking worden geregeld overeenkomstig de bepalingen die voor het personeel der Ministeries gelden.

Artikel 6.-

De vastbenoemde ambtenaren van de samengevoegde gemeenten worden op de leeftijd van volle vijfenzestig jaar in ruste gesteld, tenzij hun vroeger statuut een lagere grensleeftijd bepaalt (zie opmerking).

.../...

Artikel 7.-

De leden van het onderwijzend personeel van de gemeentelijke onderwijsinrichtingen van de samengevoegde gemeenten blijven in dienst met behoud van hun bezoldigingsregeling, althans tot het einde van het schooljaar dat aan de gang is als de gemeenteraad van de nieuwe gemeente wordt geïnstalleerd.

Artikel 8.-

Betrekkingen met verminderde dienstprestaties die door ambtenaren van de samengevoegde gemeenten worden uitgeoefend, worden in het kader van de nieuwe gemeente slechts behouden als zij aan bestendige behoeften van de dienst beantwoorden.

Worden deze betrekkingen opgeheven, dan worden de titularissen, die niet in een andere ten minste evenwaardige betrekking kunnen worden benoemd, in instantie van wedertewerkstelling, voorafgaand aan de indisponibiliteitstelling bij ontstentenis van betrekking geplaatst, overeenkomstig de bepalingen die op het personeel der Ministeries van toepassing zijn.

Artikel 9.-

De gemeenteoverheden van de nieuwe gemeenten houden de tijdelijke ambtenaren die vaste betrekkingen bekleden, in dienst ,en wijzen hen tot de leeftijd van de inrustestelling aan voor ambten die overeenkomen met hun geschiktheid en bekwaamheid.

.../...

Artikel 10.-

De bovenstaande bepalingen zijn van toepassing op de commissies van openbare onderstand van de samengevoegde gemeenten en op hun personeel.

Artikel 11.-

Onze Minister ... zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VAN KONINGSWEGE :

De Minister ...
De Minister ...
De Minister ...
De Minister ...

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J. DE MEYER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. G. BOLAND, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. BOLAND, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. DE LEUZE. (s) J. SUETENS.